



attac

# Le Courriel d'information

n°322 – Vendredi 12 avril 2002.

## OUBLIÉ(E)S NOYÉ(E)S ENTERRÉ(E)S

### Dans ce numéro

#### 1. Le Vietnam et la crise mondiale du café: les émeutes locales en contexte mondial

Les prix mondiaux du café n'avaient pas été aussi bas depuis 32 ans. Avant cet effondrement, le café était le produit de base le plus échangé au monde après le pétrole. On estime que 60 millions de personnes vivent du café, et cette subsistance - précaire et appauvrie même dans des temps plus cléments - est aujourd'hui menacée.

#### 2. De l'eau, de la lumière et des terres pour tous !

La construction des barrages a déplacé plus de 40 millions de personnes, contribué à la détérioration des économies locales et à la désintégration des communautés. Le rapport reconnaît également que la construction des barrages a eu un impact extrêmement négatif sur la biodiversité, qu'il a entraîné la disparition de certaines espèces aquatiques, une déforestation massive et une réduction considérable de la surface des terres arables.

#### 3. Monterrey : le cercueil et les clous

A Monterrey, pendant que les riches affirment qu'ils n'aideront plus les pauvres. Pendant qu'ils disent que n'ont rien à voir avec les conflits économiques des pays endettés. Pendant que par exemple 2.400 millions de personnes ne jouissent pas des services sanitaires élémentaires. Pendant que le discours néolibéral est devenu plus agressif et arrogant que jamais, il faut démonter le nouveau discours que le FMI, les banquiers du monde, et leurs puissances militaires protectrices -les Etats Unis- ont monté pour expliquer en se dédouanant de toute éventuelle culpabilité de ce pan de l'histoire.

#### 4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### Le Vietnam et la crise mondiale du café: les émeutes locales en contexte mondial

Par Gerard Greenfield. Coordonnateur pour la Commission pour une action sociale alternative en Asie.

Traduction : Christine Mercier et Julie Noël [coordintrad@attac.org](mailto:coordintrad@attac.org) traducteurs bénévoles. (\*)

« Nous espérons pouvoir nous servir des grains de café comme carburant. » Manfredo Topke, Président de l'Anacafe (Association nationale des producteurs de café)

« C'est la faim qui nous a poussés ici. » Euxenio Rugama, ouvrier d'une plantation de café nicaraguayenne lors d'une marche de protestation de Matagalpa à Managua en août 2001

#### LA CRISE DU CAFE

Le 24 mai 2001, 14 jeunes immigrants mexicains sont morts dans le désert de l'Arizona alors qu'ils tentaient d'entrer aux Etats-Unis

pour trouver du travail. Six d'entre eux étaient des planteurs de café en faillite de l'Etat de Veracruz. On estime à 300 000 le nombre de producteurs de café mexicains qui ont été contraints de quitter leur terre pour chercher du travail. Ces morts - directement liées à l'effondrement des prix mondiaux du café - symbolisent le désespoir et l'impression de crise auxquels sont confrontés de nombreux petits planteurs et ouvriers des plantations de café dans la région et dans le monde.

Au Nicaragua, plusieurs centaines de travailleurs du café accompagnés de leurs familles ont entamé un voyage différent - une marche de Matagalpa à Managua pour protester contre la destruction de leur moyen d'existence et pour exiger une aide de l'Etat aux petits producteurs. A Matagalpa, près de 400 000 familles vivent des salaires versés par 44 000 planteurs de café. La chute continue des prix (moins 64% en deux ans) plonge ces familles dans un dénuement encore plus grand.

Les prix mondiaux du café n'avaient pas été aussi bas depuis 32 ans. Avant cet



attac

effondrement, le café était le produit de base le plus échangé au monde après le pétrole. On estime que 60 millions de personnes vivent du café, et cette subsistance - précaire et appauvrie même dans des temps plus cléments - est aujourd'hui menacée.

Au Salvador, la chute des prix du café, conjuguée aux dévastations causées par le tremblement de terre de janvier 2001, a laissé plus de 30 000 ouvriers du café sans travail.

Au Timor oriental, le revenu de la production de café a chuté de 35%, touchant 40 000 familles qui vivent directement de cette culture.

En Indonésie, le prix de vente du kilo de grains de café a chuté à 3 000 roupies, alors que le coût de production est de 4 000 roupies/kilo. Dans les régions de culture du café, comme Lampung, Sumatra, de petits exploitants se sont enfoncés un peu plus dans l'endettement.

En Inde méridionale, le kilo du robusta, qui se vendait 73,03 roupies en 1998, n'atteignait plus que 30,24 roupies en 2001 - un plongeon de 58,6%. Parallèlement, les coûts de production ont grimpé de 45,98 roupies à 66,75 roupies le kilo, soit plus de deux fois le prix de vente actuel.

Au Guatemala, les planteurs de café sont eux aussi confrontés à la faillite alors que les cours du café continuent de chuter au-dessous des coûts de production. Ils ont commencé à vendre du café de basse qualité comme combustible industriel dans l'espoir d'en obtenir un meilleur prix.

Du café avait été brûlé dans d'autres circonstances au Chiapas. En effet, le 17 avril 2001, des membres de la coopérative indigène de café Maya Vinic ont brûlé une partie de leur récolte pour protester contre l'effondrement des prix.

Du café avait également été brûlé un an auparavant au Vietnam, en août 2000, où plus de 150 Edê de la province de Dac Lac, dans les Hauts Plateaux du centre, ont attaqué un village de planteurs de café, détruit les habitations et brûlé deux hectares de caféiers.

Malgré la répression musclée du gouvernement vietnamien, les protestations se sont amplifiées et en février 2001, 4 000 Edê et Gia Rai (Jarai) (selon les estimations) ont organisé une manifestation à Pleiku, la capitale de la province de Gia Lai, tandis que 1 000 autres protestaient

à Buon Ma Thuot, la capitale de la province de Dac Lac. Les manifestants ont organisé un blocus sur la Nationale 14 et érigé des barricades sur les routes à 10 km de Buon Ma Thuot. Ils exigeaient la restitution des terres ancestrales et la fin des plantations de café qui détruisent leurs forêts. Malgré l'intervention de troupes militaires armées et l'arrestation de 30 meneurs, les protestations ont duré près de deux semaines. C'était le soulèvement rural le plus grave depuis la protestation de 10 000 villageois dans la province de Thai Binh au nord du pays, mi-1997.

Tous ces événements - le café brûlé au Chiapas et au Guatemala et les manifestations au Nicaragua et au Vietnam, ont un point commun : l'impact qu'a la crise mondiale du café sur les petits producteurs, les ouvriers agricoles et leurs communautés et ses effets encore plus graves sur les peuples indigènes et leurs communautés, qui réagissent à la fois à l'échec et à la "réussite" de la culture de café pour l'exportation.

Le Vietnam est aujourd'hui un producteur performant. En règle générale, nous le considérons comme une formidable réussite. Don Mitchell, économiste, Banque mondiale.

#### L'ESSOR DU VIETNAM

La faillite des producteurs de café du Guatemala et du Nicaragua, les pertes financières massives au Honduras, au Salvador, au Timor oriental et en Indonésie, et même la mort d'immigrants mexicains dans le désert de l'Arizona, ont toutes un lien avec le Vietnam. C'est au récent essor du pays comme producteur mondial de café qu'est attribuée la surabondance de café sur le marché mondial et la chute des prix qui en a résulté. Le président de la VICOFA (l'Association vietnamienne du café et du cacao), Doan Trieu Nhan, a récemment cité une déclaration du président de l'OIC, l'Organisation internationale du café, selon laquelle le Vietnam est le "coupable du plongeon des prix mondiaux du café" (Thanh Nien, 12 août 2001).

Producteur de café insignifiant il y a dix ans, le Vietnam est devenu le deuxième exportateur mondial de café et le premier producteur de robusta. En 1999, le Vietnam remplaçait l'Indonésie à la place de premier producteur de robusta et se classait troisième producteur mondial de café derrière le Brésil et la Colombie. A fin 2000, il produisait plus que la Colombie et se classait N° 2 mondial derrière le Brésil.



attac

Cette croissance est essentiellement intervenue au cours des cinq dernières années, la superficie cultivée ayant été portée de 155 000 hectares en 1995 à 550 000 hectares en 2001. Dans cet intervalle, les exportations sont passées de 4 à 14 millions de sacs (soit 12,3% des 114 millions de sacs produits dans le monde). Seulement 4% du café cultivé est consommé dans le pays, le reste est exporté. En raison du petit nombre d'usines de transformation du café, toute la production est exportée brute. Les installations existantes, telles que l'usine de café publique Bien Hoa et Nestlé Vietnam, torréfient le café destiné à la consommation domestique et fonctionnent très en-dessous de leurs capacités.

La production de café vietnamienne se concentre dans les provinces de Dac Lac, Lam Dong, Gia Lai et Kon Tum dans les Hauts Plateaux centraux, où au moins 470 000 hectares de terre (514 000 hectares selon certaines estimations) sont dédiés à la culture du café, ce qui représente 85% de la superficie totale affectée à la culture du café dans le pays. La province de Dac Lac est la première région de culture, avec 264 000 hectares.

Ces plantations de café trouvent leur origine dans le déplacement officiel de près d'un million de Kinh (l'ethnie vietnamienne majoritaire) dans les nouvelles zones économiques des Hauts Plateaux du centre. Comme ces provinces sont mitoyennes avec le Cambodge et le Laos, le gouvernement vietnamien a activement encouragé la migration des Kinh pour assurer la sécurité nationale et se protéger de toute tentative de subversion de la part des minorités ethniques. Les groupes indigènes (comme les Edé et les Gia Rai, qui ont fait des émeutes en février) ne représentent plus que 25% de la population de ces provinces.

Même après la fin du déplacement officiel décidé par le gouvernement, la promesse de richesse que représentait la culture de café a continué d'attirer un "flux libre" de migrants vers les Hauts Plateaux centraux. Le caféier était alors appelé "l'arbre à dollars".

Depuis 1996, on estime que 400 000 personnes ont migré dans la province de Dac Lac pour profiter du boom du café. Plus de 120 000 hectares ont été brûlés et défrichés pour faire place à de nouvelles plantations de café.

Alors que les forêts ancestrales des indigènes étaient transformées en plantations de café, beaucoup se sont joints à la ruée vers "l'arbre à

dollars", tandis que d'autres faisaient campagne pour protéger leur terre.

La destruction des forêts, la rapide expansion de la culture du café et l'irrigation intensive ont érodé les sols et provoqué de graves pénuries d'eau. Les rivières et les estuaires naturels se sont asséchés et les réserves d'eau souterraine ont baissé. Lors de la sécheresse de 1998, 200 réservoirs se sont asséchés et les ressources souterraines en eau ont été surexploitées. Pendant la sécheresse, on estime que 90% des familles de la province de Dac Lac ont manqué d'eau. Alors que le prix de l'eau augmentait de 25%, les petites exploitations familiales ont perdu plus de 70 000 hectares de caféiers.

Malgré la sécheresse, la culture du café s'est développée et les petits producteurs ont été de plus en plus nombreux à emprunter de l'argent pour planter des caféiers et acheter des engrais. Les négociants en café ont commencé à leur avancer de l'argent sur les récoltes, ce qui les a enfermés dans l'endettement et la monoculture.

On estime que 80% des caféiers des Hauts Plateaux du centre appartiennent à de petits producteurs privés qui, en moyenne, ne possèdent qu'un à deux hectares. Les 20% restants appartiennent à des filiales de l'entreprise publique de café nationale (VINA CAFE).

Depuis 1994, le café est la deuxième source de devises du Vietnam après le riz. Mais en 2000, les recettes provenant des exportations de café n'ont atteint que 458 millions de dollars, soit 18,8% de moins que les 564 millions de dollars de l'année précédente. Entre janvier et septembre 2001, les recettes ont plongé de 30% par rapport à l'année précédente. Dans les Hauts Plateaux du centre, les producteurs de café ont perdu un montant estimé à 172 millions de dollars sur la récolte 2000-2001.

Début 2001, des hausses de prix temporaires ont encouragé de petits producteurs à continuer de planter du café malgré les signes d'un effondrement durable des prix. En janvier 2001, le prix du kilo de café a augmenté de 1 000 Dong vietnamiens dans les provinces de Lam Dong et de Dac Lac. Mais les prix sont repartis à la baisse trois semaines plus tard. Mi-février, ils ont baissé tous les jours pendant cinq jours consécutifs. Les producteurs de café ont alors commencé à brûler leurs arbres. Dans la seule province de Dac Lac, plus de 10 000 hectares de café ont été rasés, brûlés ou abandonnés.



attac

Dans le même temps, des plans officiels ont été annoncés pour réduire la production totale de café et relever les prix en supprimant de 150 000 à 180 000 hectares de caféiers, dont 70 000 hectares à Dac Lac et 40 000 hectares à Lam Dong (Thanh Nien, 12 août 2001).

#### L'ECHEC DE L'ACPC

Les plans du gouvernement vietnamien pour détruire jusqu'à 180 000 hectares de caféiers suivent une série de vaines tentatives pour réduire la production et rétablir les prix sur le marché mondial.

Le 19 mai 2000, l'Association des pays producteurs de café (ACPC) a voté une résolution exigeant que ses membres conservent l'équivalent de 20% de leurs exportations en volumes. Créée en 1993 à l'initiative du Brésil, l'ACPC réunit 14 Etats membres et a été conçue pour réguler les prix du café sur le marché mondial, de la même façon que l'OPEP régule les cours du pétrole. Il est significatif que le Vietnam n'en ait pas été membre.

Le plan de rétention lancé par l'ACPC en mai 2000 était destiné à réduire les excédents sur le marché mondial et à stabiliser les prix. Bien que le Vietnam n'ait pas été membre de l'ACPC, le gouvernement vietnamien a annoncé des plans pour soutenir la proposition et conserver 20% du volume d'exportations, soit 150 000 tonnes. Le gouvernement a acheté et stocké 60 000 tonnes fin 2000, puis 90 000 tonnes début 2001. Cependant, il a dégelé la majeure partie de ces stocks dans le six mois qui ont suivi, ce qui a entraîné une nouvelle baisse de prix.

Lorsque les plans de rétention ont échoué et que l'excès d'offre a atteint plus de 10%, l'ACPC a voté une résolution le 27 septembre 2001, suspendant le plan de rétention à partir du 1er octobre. L'ACPC a ensuite cessé de fonctionner.

Après l'échec du plan de rétention de l'ACPC, de nouveaux accords régionaux ont été recherchés, surtout par l'Indonésie. Début décembre 2001, l'Association des exportateurs de café indonésiens (AEKI) a annoncé que les trois premiers producteurs mondiaux de café robusta - l'Indonésie, le Vietnam et l'Inde - se réuniraient à Hanoi en janvier 2002 pour discuter d'une action commune visant à limiter les exportations et à relever les prix.

En dépit de ces tentatives de création d'un bloc de producteurs de robusta pour réguler les prix, les exportateurs de café indonésiens ne sont pas

étrangers au récent effondrement des prix. En effet, au cours de la saison 2000-2001, ils ont importé 500 000 sacs de café vert du Vietnam pour le réexporter. Sur cette quantité, 200 000 sacs ont été fournis à l'industrie nationale de torréfaction puis exportés, tandis que les 300 000 autres sacs étaient réexportés tels quels. En avril 2001, les exportateurs indonésiens ont encore une fois importé du café vert vietnamien, moins cher, pour satisfaire de nouvelles commandes de café séché et torréfié à des prix plus élevés.

« Chaque semaine, les prix font un nouveau plongeon sur le marché américain à New York. Les fluctuations de prix nous touchent sévèrement au Timor Lorosae, parce que notre café est vendu sur le marché américain. » Sisto Moniz Piedade, directeur des opérations, Cooperative Café Timor (CCT).

« Nous sommes face à une offre excédentaire et à une demande insuffisante. Pourtant, le producteur survit. Il ne s'enrichira pas, mais il ne mourra pas de faim. Son niveau de pauvreté est acceptable. » Celsius Lodder, Directeur exécutif de l'OIC (Organisation internationale du café)

#### DES LIENS ENTRE GLOBAL ET LOCAL

Alors que l'échec du Vietnam à réduire ses niveaux d'exportation a contribué à la fin de l'Association des Pays Producteurs de Café (APPC), une dynamique globale-locale économique et politique plus importante est aussi impliquée. Cette dynamique est fondée sur plusieurs facteurs, incluant : 1. L'impact des marchés financiers internationaux 2. Le rôle des sociétés multinationales (TNCs, Transnational Corporations en anglais) qui dominent l'industrie mondiale du café 3. Le pouvoir du modèle OAgro-Export'.

1. L'impact des marchés financiers internationaux Le prix de base du café est établi par les négociants du New York Coffee, Sugar and Cocoa Exchange Inc. et par ceux du London International Futures Exchange. Ce sont ces prix qui ont directement un impact sur les négociants et les cultivateurs locaux. Par exemple, le 9 octobre 2001, le prix du robusta au London International Futures Exchange tomba à son plus bas niveau en trente ans. Le même jour, le prix des grains de café in Dak Lak tomba à VND4 000/kg - la moitié du coût de production de VND8 000/kg. D'une certaine manière, la rapidité de cette réaction, et sa répercussion directe sur les marchés locaux, reflète l'impacte



attac

des nouvelles technologies. D'un autre côté, le pouvoir des négociants sur les échanges de café, et l'hyper-exploitation des petits producteurs au moyen de transactions spéculatives, n'a rien de nouveau, et est cohérente avec le passé colonial de l'industrie mondiale du café. L'idée est que, tant que les prix sont fixés aux bourses de Londres et de New York par de puissants intérêts économiques en Europe et en Amérique du Nord, l'Association des Pays Producteurs de Café (APPC) ne pourra pas gérer les prix de manière efficace, ni protéger ses membres. En fait, l'APPC a été créée en 1993 uniquement à cause de l'effondrement des Accords Internationaux sur le Café quatre ans plus tôt. Dans sa course pour imposer le « marché de libre échange » au reste du monde, le gouvernement américain s'est fortement opposé à la régulation des prix mondiaux du café par cet Accord, poussant vers leur effondrement en 1989. Ce fut seulement après cela que les producteurs à faible coût comme le Vietnam pénétrèrent le marché et cassèrent les prix.

2. Le rôle des sociétés multinationales (TNCs, Transnational corporations en anglais) qui dominent l'industrie mondiale du café Malgré la crise - ou plus précisément, à cause d'elle - les sociétés multinationales qui dominent l'industrie mondiale du café, continue à faire des bénéfices. Proctor & Gamble (qui possède Folgers), Philip Morris (dont la filiale Kraft Foods possède Maxwell House), Sara Lee (Hills Bros., MJB) et Nestlé dominent le marché mondial du café. Comme le déclare le rapport annuel de Nestlé sur ses performances dans le commerce du café : Oles profits de ce commerce ont augmentés et les marges se sont améliorées grâce à des prix de marchandises favorables.' (Cité par Oxfam, Café amère : Comment les pauvres paient pour l'effondrement des prix du café, 16 Mai 2001).

Non seulement ces sociétés multinationales profitent de la crise à laquelle sont confrontés les cultivateurs et les travailleurs du café, mais leur manipulation des prix et de la demande mondiale en café, ont contribué à la crise actuelle. Dans les années 1980, début des années 90, la compétition acharnée entre les multinationales pour le partage du marché a vu la mise en valeur des prix plutôt que de la qualité, encourageant l'utilisation de robusta de qualité inférieure, spécialement pour les cafés instantanés. Ceci a mené à un développement rapide des cafés à robusta de qualité inférieure.

La dévaluation du Dong vietnamien en 1997 fut rapidement exploitée par les négociants et les détaillants en café. Les sociétés multinationales,

comme Nestlé, ont commencé à s'approvisionner au Vietnam pour faire baisser les prix, obligeant ses fournisseurs habituels du Mexique et de l'Amérique Centrale à baisser leur prix. Cependant, même le Vietnam n'a pas bénéficié de ce renversement. Malgré une augmentation du niveau de production pour satisfaire une demande inattendue de 55 000 tonnes de robusta pour le café instantané dans la saison 1998-99, Nestlé acheta seulement 4 500 tonnes au Vietnam. Des manipulations de prix similaires ont été démontrées par les pressions récentes de Nestlé sur le gouvernement mexicain. En janvier 2001, le gouvernement mexicain a donné à Nestlé une licence pour importer 6000 000 sacs de café depuis le Vietnam. Ceci provoqua une chute des prix locaux avant même qu'aucun café ne soit importé.

Nestlé finance à présent un nouveau programme R&D pour la production de café chez un voisin du Vietnam, la Thaïlande. Cette société a déjà identifié 7 parmi 20, souches de café qu'elle prévoit de promouvoir pour une production de large étendue, orientée vers l'export. Des développements et recherches similaires sont actuellement financés par la Banque Mondiale chez un autre voisin du Vietnam, le Laos. Le développement des grains de café génétiquement modifiés par les multinationales, menace de réduire encore plus les prix du café et mine le gagne-pain des petits exploitants agricoles. L'avance du café génétiquement modifié facilitera la concentration accrue des plantations de café dans des plantations agro-industrielles, et l'accroissement des contrats à destination des multinationales. Alors que l'impact des sociétés multinationales a été extensif, il est important de reconnaître deux autres facteurs importants : Tout d'abord, les entreprises vietnamiennes ont joué un rôle direct dans l'augmentation de la production de café. Des sociétés appartenant à l'Etat, en particulier VINA CAFE et ses filiales, ont encouragé la spéculation locale sur le café. VINA CAFE a construit des liens forts avec des sociétés en commerce international et des détaillants outre-mer et a servi de support pour leur exploitation des cultivateurs de café vietnamiens. Les banques commerciales de l'Etat, ont aussi vu la couleur des grands revenus du café et des prêts destinés aux agriculteurs locaux allant dans cette direction. Un autre intérêt moteur derrière la culture du café était la vente de fertilisants, à la fois par les entreprises d'Etat cherchant un nouveau marché interne de consommation intensive de fertilisant, et à la fois par les sociétés de commerce



attac

international profitant des importations de fertilisants (en particulier de pays comme l'Indonésie). Deuxièmement, les sociétés multinationales régionales en Asie ont joué un rôle critique. Les liens privilégiés de VINA CAFE concernent les sociétés de commerce japonaises comme Itochu et Mitsui. Le sur-développement de robusta était en parti du à la demande émergente pour des grains de qualité inférieure utilisés pour le café instantané. La plus part de ces échanges commerciaux étaient conduits via Singapour. Une autre multinationale notable de la région est la compagnie Olam International, basée à Singapour. Olam est une maison de commerce internationale qui se consacre aux marchandises incluant le café, les noix de cajou et le coton, et c'est un des plus importants expéditeurs au monde de café robusta. En fait, de 1995 à 1996, les exportations vietnamiennes de café à Singapour étaient le double des exportations pour les USA, et en 1997, Singapour ne rangeait encore à un plus haut rang parmi les destinations de l'export, que la Suisse et les Etats Unis.

EXPORTATIONS DE CAFE DU VIETNAM, 1995-97  
(EN TONNES) Année 1995 1996 1997 Pays  
Importateurs Singapour 69940 53935 72156  
Suisse 21942 21242 66338 Etats Unis 38578  
27278 37900 Allemagne 15001 22014 28725  
Japon 15458 14020 22027

Plus récemment, Olam a établi une coentreprise de 1.7 million de Dollar US, Olam Viet Nam Ltd., au Vietnam. Ceci implique l'ouverture de deux nouvelles usines de transformation de café le district Di Linh de la province Lam Dong et dans le district Dac Nong de la province Dac Lac. L'usine de Di Linh a une capacité de transformation de 15 000-18 000 tonnes par an, alors que l'usine de Dac Nong aura une capacité initiale annuelle de 8 000 tonnes. L'ouverture de ces usines non seulement profitent des coûts inférieurs au Vietnam, mais aussi encourage les petits agriculteurs à continuer de produire du café.

3. Le pouvoir du modèle agro-export' Bien qu'un certain nombre d'ONG militant pour le « café issu du commerce équitable » et de journalistes ont rejeté la responsabilité de la sur-production de café du Vietnam sur la politique de la Banque Mondiale, il y a peu d'évidences pour soutenir cette revendication. Il y avait un minimum de prêts directs de la Banque à l'industrie du café du Vietnam. Les emprunts indirects ont peut-être joué un rôle, mais les décisions sur le financement effectif furent prises par la Banque Vietnamiennne de l'Agriculture et les banques

commerciales d'état. Plus important, le moment de l'explosion du café vietnamien, ne correspond pas à l'augmentation de l'activité de la Banque Mondiale au Vietnam. Sachant que l'arbre à café prend quatre à cinq ans pour arriver à maturation, les plantations extensives qui ont abouti à une explosion des rendements, auraient eu lieu en 1990-91. La masse des prêts de la Banque Mondiale et son imposition de politique de libre échange, n'ont commencé qu'après la levée de l'embargo de Etats Unis en 1995. En fait, les prêts et « aides » bilatérales - particulièrement des pays d'Europe de l'Ouest et du Japon- ont jouer un rôle plus significatif dans le financement de l'expansion du café vietnamien. (Même au sommet de la crise, le Fond Français pour le développement annonça un prêt de 40 millions de dollars US au Vietnam en 1998 pour créer 40 000 hectares de café Arabica. Bien que ceci fut présenté comme une alternative au café robusta, l'insistance était encore une expansion tournée vers l'export des plantations de café. Le déclin récent des prix de l'arabica signifie que les agriculteurs qui ont emprunté sous ce fond à un taux de VND 15 million par hectare, font face à des difficultés financières avant même que les arbres puissent être récoltés.)

Bien qu'un certain nombre d'ONG, militant pour le café issu du commerce équitable, et de journalistes ont tenu responsable la politique de la Banque Mondiale pour la sur-production de café du Vietnam, il y a peu d'évidences pour soutenir cette revendication. Alors que la Banque Mondiale est responsable pour promouvoir l'idéologie libérale parmi l'élite politique du Vietnam et pour encourager une dépendance tournée vers l'export, il y avait un minimum de prêts directs de la Banque à l'industrie du café du Vietnam. La recherche pour des liens institutionnels directs entre la Banque Mondiale/le FMI/ l'OMC et la politique économique intérieure conduit souvent à l'omission d'influences structurelle et idéologique plus puissante. Depuis 1989, le gouvernement vietnamien a adopté les éléments clefs de l'idéologie néo-libérale - imposant une dérégulation massive et des programmes de privatisation, et forçant la commercialisation et l'expansion vers de l'export de l'agriculture. En février 200, le gouvernement reconnut l'existence d'une production capitaliste en agriculture et endossa son expansion. Dénommée Ol'économie agricole', ce type de production est fondée sur l'accumulation privée de terre et l'embauche de main d'œuvre salariée. Sous la nouvelle résolution de l'économie agricole, les propriétaires d'exploitations



attac

agricoles, peuvent embaucher un nombre illimité de travailleurs et déterminer leur salaire. En complément, ils peuvent utiliser leur terre pour constituer une hypothèque pour garantir leurs prêts aux banques commerciales d'état. C'est dans ce contexte de la commercialisation de l'agriculture, expansion tournée vers l'export et la montée de l'économie agricole, que la Banque mondiale joue un rôle important - pas en termes de prêts directs, mais en formant et en renforçant l'idéologie dominant du développement néo-libéral. Ceci est de plus renforcé par les conditions imposées au Vietnam par le gouvernement américain dans le cadre du nouvel accord commercial bilatéral Vietnam-US et du processus douloureux de l'acquisition d'un accès à l'OMC. Les pressions structurelles sont aussi importantes. Par pressions structurelles, nous voulons dire les conditions sociales, politiques et économiques qui forcent les gouvernements à adopter des stratégies de développement tournées vers l'export, et qui les emprisonnent dans un modèle de développement » spécifique. Une influence clef est la pression pour le remboursement de la dette extérieure.

« J'ai travaillé dur pendant quarante ans, et maintenant je dois de l'argent ». Santiago de Rosa, petit cultivateur de café, El Pajal, Guatemala

« Pourquoi le café doit-il être stocké quand les prix piquent du nez et que les prochaines récoltes approchent ? De même, VICOFA a des prêts à rembourser et ne peut pas attendre des prix plus hauts ». Doan Trieu Nhan, président de l'Association vietnamienne du café et du Cacao.

« Les agriculteurs vendent tout ce qu'ils peuvent pour rembourser leur dette. Toutes les choses de valeur dans leur maison - tout va à la vente pour contenter les agents de recouvrement de créances ». Commerçant local de café, Province de Dak Lak, Vietnam. « Nous vivons avec le café, nous mourrons avec le café ». Femme d'un exploitant agricole en café, Duc Minh, Province de Dak Lak, 1998

**DIRIGÉ PAR LA DETTE** Une des raisons pour lesquelles la chute des prix du café a été si dévastatrice pour autant de pays du Sud est que les exportations de café sont une source cruciale de devises étrangères, nécessaires pour combler la dette extérieure. Les pressions pour le remboursement de la dette sont la force motrice derrière les exportations, enfermant ces pays dans la libéralisation des marchés, le régime d'investissement de l'OMC et les politiques

d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI. Une incapacité à tenir les échéances de remboursement de la dette place simplement les gouvernements de ces pays sous un plus grand contrôle des banques internationales et du FMI. La pression de la dette enferme aussi les petits exploitants agricoles. Les prêts fait sous les arrangements poussant vers des contrats promeuvent la dépendance envers une culture marchande unique (ou mono-culture) et obligent à tenir les quotas. Le risque de faire défaut signifie la perte de la terre. En avril 2001, la coentreprise de raffinage de canne à sucre de Bourdan-Gia Lai a préparé une poursuite judiciaire contre 267 ménages d'agriculteurs à Agun Pa, province de Gia Lai pour avoir fait défaut à leur prêts pour planter de la canne à sucre (Lao Dong, le 30 avril 2001). Les agriculteurs en café dans cette province ont déjà été menacés avec des poursuites similaires par des négociants en café.

En octobre, la Banque d'Etat du Vietnam a ordonné que l'on donne aux producteurs de café un moratoire de 3 ans pour rembourser leur dette. Cependant, cela s'applique uniquement aux prêts officiels des banques commerciales d'état. Beaucoup de producteurs de café sont endettés chez des créanciers privés qui font payer de hauts taux d'intérêt et cherchent à se faire rembourser sous la forme de terre ou de café.

En fin de compte, les cultivateurs de café sont empêchés de diversifier leurs cultures et sont prisonniers de prêts destinés à la production pour l'export. Ceci est particulièrement grave pour les cultivateurs de café à cause du temps mis par les plantations pour atteindre l'âge où ils peuvent être récoltés. Ironiquement, même si les prix du café s'effondrent, les cultivateurs de café sont forcés d'intensifier l'usage de fertilisants et d'augmenter la production pour essayer de parvenir à rembourser leurs dettes. Le résultat est d'habitude la faillite. Selon un rapport des Nouvelles Economiques du Vietnam, (19 janvier 2001), les prix agricoles à l'export en chute coïncident avec les coûts en hausse des fertilisants. (Le rapport montre aussi que seulement 9% des 12 millions de ménages agricoles vivent dans des maisons permanentes en briques. Près de 3,5 millions n'ont pas accès à l'électricité, et entre 3 et 4 millions n'ont pas accès à l'eau potable.)

A Dak Lak, les cultivateurs de café qui brûlent leurs plantations de café essaient désespérément de trouver une autre culture pour l'export agricole pour gagner suffisamment



attac

et payer leurs dettes. Mais les prix bas de leur produit -incluant le riz et le poivre- ont rendu ça difficile. Les seuls produits ne souffrant pas d'un déclin sont les fruits et légumes frais.

Le sentiment de désespoir auquel font face les petits cultivateurs menacés par les dettes et la faillite, comme le désespoir qui ont conduit les cultivateurs de café de Veracruz dans le désert de l'Arizona, est très clair. Comme l'a observé un petit commerçant en café de la province de Dak Lak : Les cultivateurs vendent tout ce qu'ils peuvent pour rembourser leurs dettes aux banques. Tout ce qui est de valeur dans leur maison va à la vente pour contenter les agents de recouvrement de créances'. (Cité par Clare Black, Faim et maladie saisissent les régions du café après la chute des prix', Reuters, le 26 octobre 2001).

Contact pour cet article. [social-action@i-mail.com](mailto:social-action@i-mail.com) Commission pour une action sociale alternative en Asie.

Cet article a été préparé pour la Conférence sur la Liberté et la Terre de la région de l'Asie du Pacifique, organisée par l'Association des Travailleurs en Denrées Alimentaires, Agriculture, Hôtel, Restaurant, Traiteurs, Tabac et Apparentés. Associations (IUF) -Asie Pacifique.

Première publication : Focus-on-Trade  
Focus on Global South est un programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. [admin@focusweb.org](mailto:admin@focusweb.org) - <http://focusweb.org> .

## **De l'eau, de la lumière et des terres pour tous !**

Par Global Exchange  
Traduction : Sylvie Guillocheau  
[coeditrad@attac.org](mailto:coeditrad@attac.org) traducteurs bénévoles. (\*)

Compte-rendu et déclaration du Forum " De l'eau, de la lumière et des terres pour tous ! " Guatemala, mars 2002"

DE L'EAU, DE LA LUMIERE ET DES TERRES POUR TOUS ! " Réflexions du Forum mésoaméricain pour la vie (compte rendu)

Certains sont déjà construits, comme celui de Chixoy, au Guatemala, d'autres sont en projet, comme celui des Trois rivières, en Chine. Ces énormes barrages se dressent toujours au mépris des droits humains et de précieux

écosystèmes. A maintes reprises, leurs opposants ont soutenu des projets répondant aux besoins énergétiques sans pour autant sacrifier les droits humains ni la protection de l'environnement. Au plus fort de la polémique, la Commission mondiale des barrages est créée en 1998. En 2000, elle publie un rapport complet intitulé " Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision ". Celui-ci conclut que la construction des barrages a déplacé plus de 40 millions de personnes, contribué à la détérioration des économies locales et à la désintégration des communautés. Le rapport reconnaît également que la construction des barrages a eu un impact extrêmement négatif sur la biodiversité, qu'il a entraîné la disparition de certaines espèces aquatiques, une déforestation massive et une réduction considérable de la surface des terres arables. Ces constructions ont largement bénéficié aux riches, au détriment des communautés paysannes indigènes pauvres vivant sur les territoires destinés aux barrages. Aujourd'hui, avec l'aide de la Banque mondiale et de la Banque inter-américaine de développement, le Plan Puebla Panama menace d'étendre la construction de barrages dans le sud-est du Mexique et en Amérique centrale. Depuis le début du PPP, en juin 2001, les opposants aux barrages n'ont cessé d'être confrontés à la violence.

Le 30 juin 2001, les forces de sécurité de la société Energisa ont assassiné Carlos Roberto Flores, un responsable hondurien qui manifestait contre la construction du projet hydroélectrique sur le fleuve Babilonia. Deux semaines plus tard, le 18 juillet, les forces de l'ordre ont chassé à l'aide de balles de caoutchouc, de gaz lacrymogènes et de canons à eau des campesinos et des indigènes qui campaient devant le Congrès national du Honduras, à Tegucigalpa, pour réclamer que justice soit faite pour Carlos Roberto Flores et exiger l'arrêt de la construction du barrage financé par la Banque centre-américaine d'intégration économique (BCIE).

Sur la frontière entre le Salvador et le Honduras, le COPINH (Conseil civil des organisations populaires indigènes du Honduras) proteste contre le projet de construction du barrage d'El Tigre qui déplacerait jusqu'à 20 000 personnes. Ceux qui ont exprimé leur désaccord sont victimes de détention illégale, de harcèlement et de violences physiques.

Le 18 janvier 2002, Jacobo Martinez, le leader d'un groupe écologique du Salvador, a échappé



attac

à une tentative de meurtre par les défenseurs du projet hydroélectrique El Chaparral. Ce projet déplacerait plus de 1 500 familles et toucherait plus de 18 000 personnes.

Les banques multilatérales de développement jouent depuis longtemps un rôle dans l'atteinte aux droits humains et dans le déplacement des peuples consécutifs à la construction de barrages. Au cours de ces cinquante dernières années, la Banque mondiale a investi 75 milliards de dollars (environ 85,2 milliards d'euros) dans la construction de 538 barrages dans 92 pays, déplaçant ainsi plus de 10 millions de personnes. Le barrage de Chixoy, au Guatemala, en fait partie. Près de 400 Mayas ont été massacrés au début des années quatre-vingts. Il fallut attendre 1996, lorsque les groupes de défense des droits humains apprirent les massacres, pour que la Banque mondiale reconnaisse les faits.

Etant donné son instabilité, l'Etat mexicain du Chiapas pourrait parfaitement être le théâtre d'événements tragiques tels que ceux du Guatemala, du Honduras et du Salvador. On prévoit la construction de 42 barrages dans la zone de conflit, entraînant le déplacement forcé des communautés autonomes zapatistes. Beaucoup craignent que ces sites soient utilisés pour disperser la population indigène luttant actuellement dans la région pour son autonomie. Le Chiapas produit déjà plus de 45 % de l'énergie hydroélectrique mexicaine. Pourtant, 23 % des habitants de la région n'ont pas l'électricité (pour une moyenne nationale de 6,1 %). En déplaçant inexorablement les habitants, en répartissant inégalement les fruits de la construction des barrages et en l'absence de toute consultation de la population locale, le PPP vise à produire de l'énergie hydroélectrique par la soumission forcée des communautés victimes de la pauvreté.

En réaction à ces projets controversés, les ONG et les populations concernées ont créé le Front régional contre les barrages, qui a abouti en mars 2002 au premier Forum mésoaméricain pour la vie, à La Quetzal, au Guatemala. Des délégués des communautés et d'organisations de toute l'Europe et des Amériques se sont rassemblés pour entamer la longue lutte contre les projets de barrage du PPP. Les organisateurs ont fait en sorte que les représentants des communautés victimes à travers les Amériques et les leaders des principales ONG formulent de concert des plans d'action pour s'opposer à ces projets. La conférence a rencontré un vif succès, avec la mise sur pied de plans d'action locaux,

régionaux et mondiaux par les délégués de 98 organisations originaires de 21 pays, rassemblés dans la ville de La Quetzal, perdue au milieu de la jungle et qui pourrait bien être inondée par les barrages dont la construction est prévue sur le fleuve Usumacinta. Le prochain forum réunissant les communautés et les ONG se tiendra l'année prochaine à Colomoncagua, au Honduras, et coïncidera avec la Journée mondiale d'action contre les barrages. Voici la Déclaration finale de la conférence, publiée le 24 mars 2002 :

Déclaration du Forum mésoaméricain pour la vie " DE L'EAU, DE LA LUMIERE ET DES TERRES POUR TOUS ! " Cooperativa Unión Maya Itzá, Petén, Guatemala

Du 21 au 23 mars, des hommes et des femmes représentant 98 organisations et communautés de 21 pays se sont réunis, unanimement préoccupés par les projets de construction de barrages dans différentes régions à des fins diverses.

Nous avons échangé nos informations et nos expériences. Nous avons également analysé les conséquences environnementales, culturelles et socio-économiques négatives déjà observées et les torts que pourraient provoquer ces projets.

Nous avons rappelé que de 40 à 80 millions de personnes dans le monde ont été déplacées par la construction de ces barrages, principalement au bénéfice des puissances économiques, avec l'aide des institutions financières internationales et multilatérales, extrêmement intéressées par les projets du Plan Puebla Panama, du Plan Columbia, des accords commerciaux et de la Zone de libre-échange des Amériques.

Nous avons également souligné le fait que ces projets, soutenus par les capitaux transnationaux et nationaux, ne se soumettent pas entièrement à la législation nationale et internationale relative à l'environnement, ce qui nous conduit à adopter des mesures de résistance et à réitérer la validité des solutions de remplacement proposées par le peuple.

A la fin des débats, nous avons communément accepté de :

- nous opposer à la construction, dans nos pays, de barrages modifiant ou déviant le cours naturel des fleuves et des rivières, inondant et affectant des villes et des villages, entraînant le déplacement des populations, détruisant les sites sacrés et historiques et entraînant la



attac

destruction des écosystèmes et de la biodiversité,

- nous opposer à la construction de barrages parce que leurs conséquences sont contraires à notre autodétermination vis à vis de nos terres et nuisibles au patrimoine des communautés indigènes de la région et à leur perception du monde,

- réitérer notre appel à tous les Latino-américains pour qu'ils poursuivent la résistance populaire contre la construction des barrages et contre les politiques néolibérales les accompagnant,

- condamner les institutions qui ont financé ces projets (Banque mondiale, Banque inter-américaine de développement et Banque centre-américaine d'intégration économique) et les Etats soutenant les sociétés transnationales impliquées dans ces projets honteux (AES, Union FENOSA, Endesa, Harza, etc.),

- exprimer notre solidarité avec les personnes menacées et les organisations qui ont été persécutées et ont souffert d'atteintes aux droits humains parce qu'elles luttent contre la construction de barrages,

- refuser la construction de tout barrage sur l'Usumacinta parce qu'elle provoquerait de sérieux torts aux communautés et aux écosystèmes de la région, refuser également tout projet lié à la production d'énergie électrique dans le cadre du Plan Puebla Panama,
- confirmer que le déplacement des habitants des montagnes mésoaméricaines, particulièrement dans le Corridor biologique mésoaméricain, fait partie intégrante des projets régionaux d'occupation des bassins des cours d'eaux et de construction de barrages.

Nous exigeons immédiatement :

- que justice soit faite, que la responsabilité des personnes impliquées dans les génocides soient reconnue et que les torts causés aux victimes des barrages déjà construits soient réparés,

- l'arrêt des persécutions, des intimidations, des disparitions, des menaces de mort et des stratégies de dispersion des personnes et des organisations luttant contre les barrages,

- que les Etats cessent d'imposer des projets qui ne bénéficient pas aux communautés ni aux villes de la région.

En résolution finale, nous affirmons :

- notre solidarité avec les mouvements d'Amérique latine engagés dans la lutte contre les barrages (Usumacinta au Guatemala et au Mexique, Chaparral à la frontière du Salvador et du Honduras, Itzantún et El Cajón au Mexique, La Maroma au Salvador, Susuma au Honduras, El Tigre à la frontière du Salvador et du

Honduras, Chalillo au Belize, Bayano et Tabasará à Panama, Guaigui en République dominicaine, etc.),

- notre refus des projets se greffant sur la construction des barrages, tels que ceux liés à la " piraterie biologique ", aux accords commerciaux et aux droits de propriété intellectuelle,

- nous rencontrer l'année prochain à Colomoncagua, au Honduras, à l'occasion de la Journée d'action mondiale contre les barrages.

Unión Maya Itzá, Petén, Guatemala, le 23 mars 2002.

Organisations signataires de la déclaration :

Liste complète à [http://www.globalexchange.org/campaigns/mexico/biodiversity/forumRepor\\_t040102.html](http://www.globalexchange.org/campaigns/mexico/biodiversity/forumRepor_t040102.html)

Contact pour cet article. Global Exchange 2017 Mission Street #303, San Francisco, California 94110 (415) 255-7296 [info@globalexchange.org](mailto:info@globalexchange.org)

### **Monterrey : le cercueil et les clous**

Par José Pablo Feinmann (Pagina 12)

Traduction : Carlos Débiasi

A Monterrey, pendant que les riches affirment qu'ils n'aideront plus les pauvres. Pendant qu'ils disent que n'ont rien à voir avec les conflits économiques des pays endettés. Pendant que par exemple 2.400 millions de personnes ne jouissent pas des services sanitaires élémentaires. Pendant que le discours néolibéral est devenu plus agressif et arrogant que jamais, il faut démonter le nouveau discours que le FMI, les banquiers du monde, et leurs puissances militaires protectrices -les Etats Unis- ont monté pour expliquer en se dédouanant de toute éventuelle culpabilité de ce pan de l'histoire.

Que dit ce discours, il reprend et inverse le vieux discours de la gauche nationale, qui —entre les années 60 et 70- était structuré sur l'impérialisme perfide comment étant la cause de tous les maux des pays sous développés. Pendant des années, les libéraux ont ri du caractère simpliste de ce discours, qui plaçait tous les maux sur le dos du « monstre extérieur », l'impérialisme, affirment qu'était plus facile de lui faire porter le chapeau au lieu de s'analyser eux même.

Les libéraux d'aujourd'hui —et les leaders mondiaux comme le peu éclairé George Bush et l'intelligent militaire Colin Powell- récupèrent en leur profit le schéma de «l'impérialisme perfide»



attac

et de la « nation innocente » et bien évidemment « victime » Non -nous disent-ils- aujourd'hui les pays pauvres sont extrêmement pauvres, comme l'Argentine, à cause du « monstre intérieur ». Aucune culpabilité ni responsabilité incombent au FMI dans la pauvreté catastrophique du monde. Si ce n'est aux élites des pays endettés, qui se sont appropriés de l'argent que le FMI a donné pour le développement, et qui est allé à la corruption. C'est à dire qu'ils l'ont volé. Le mal dont souffre ce monde, selon le FMI et ses idéologues, ce n'est pas le capital, mais la corruption indéfectible des pays débiteurs.

Le coupable n'est plus « l'impérialisme » mais la « nation ». Cela n'étonnera personne que Paul O'Neill, secrétaire du trésor américain, tienne de tels propos : « L'Argentine est comme elle est car c'est une société désarticulée » Ce que revient à dire que l'Argentine est la seule coupable, à cause de sa classe politique et syndicale corrompue, et la faible vocation de ses habitants à vivre dans l'ascétisme.

Dessinait ainsi un monde partagé entre pays riches, responsables, qui savent gérer leurs économies, et les pays pauvres, irresponsables, qui vivent au milieu du chaos, et de la corruption sans fin.

«Cela n'a pas de sens -dit Bush- de donner de l'argent à des pays qui sont corrompus, parce que cela n'aide pas la population, mais juste une élite et cela n'est juste ni pour les gens de ces pays, ni pour ceux qui payent des impôts aux Etats- Unis ». O combien de tendresse y a t-il dans ses paroles! C'est touchant que Bush se préoccupe tant des habitants de notre pays. Nonobstant, parions qu'il se préoccupe plus des bons contribuables nord-américains. Peu importe, en tout le cas le discours est bien ficelé, le gouvernement des Etats Unis gère l'argent de ses bons contribuables et sont responsables que cette immense masse de nord-américains pensent que le reste du monde n'existe pas ou qu'il existe seulement pour leur demander de l'argent, et de ne pas les aimer comme il se doit. C'est injuste pour ses contribuables -argumente Bush- de donner de l'argent à des pays corrompus. C'est injuste aussi de demander des efforts aux organismes financiers internationaux, toujours disposés à aide. Mais plus maintenant. Puisque leur patience est épuisée. Ils ne désirent plus jamais financer la corruption de ces débiteurs « va nupieds » du monde. En somme, si les choses avaient été faites comme le FMI le préconisait, tout se serait passer autrement. La faute

n'incombe pas au FMI et à ses recettes mais aux élites corrompues, évidemment.

Ce discours est puissant, c'est pour cela que nos libéraux en jouent à fleuret démoché, avec enthousiasme. C'est vrai sur un point. La corruption des pays endettés est indiscutable, mais aussi dévastatrice. Mais, rien n'est si simple. Ni la nation était le bien, ni l'impérialisme n'est le mal. Ceux qui ont pensé les choses ainsi, même avec intelligence, ont toujours affirmé que l'impérialisme s'approprié des nations avec la complicité de leurs élites puisque il y avait une très forte corrélation entre le monstre du dedans et celui du dehors, l'un ne peut exister sans l'autre. Le discours libéral implique dans son retournement le vieux discours schématique qu'il prétend condamner.

Ni le FMI est le bien, ni la nation...

Voulez-vous qu'on vous montre les photos de Bush père jouant au golf avec le président de l'époque, Menen? Il ne savait pas à qui il prêtait de l'argent ? Pourtant c'était des voix argentines qui prévenaient « Ils sont en train de tout voler ! Ils vident le pays, ils le vendent pour rien ! » « Ce sont des mensonges que les privatisations vont bénéficier aux usagers, provoquer la réduction des tarifs et l'augmentation de la productivité. C'est un mensonge que la convertibilité générera de la croissance ! Ecoutez, ils sont en train de tout voler ! »

Et l'ambassadeur James Cheek, grand ami de Menen, ne vous a pas tenu au courant ?

Et s'il ne vous a pas informé, vous n'étiez vraiment pas au courant ?

Bien sûr vous l'étiez ! Mais cela était si rentable de prêter de l'argent aux Argentins corrompus. De faire des affaires avec eux. De les maintenir au pouvoir.

Colin Powell a affirmé avec cruauté : « Avant, à cause des conflits avec l'union soviétique, nous regardions ailleurs, ce n'est plus le cas maintenant » C'est -à-dire, qu'avant ils toléraient la corruption parce qu'ils avaient besoin des alliés pour la guerre froide. Cette guerre finie, ils ne regarderont plus « ailleurs », maintenant, ils regarderont vers l'intérieur, vers nous et ils nous découvrent corrompus, pas fiable, faibles, déstructurés et même un peu imprévisibles. Bien sûr, les conflits sociaux sont toujours exaspérant à l'extrême pour le pouvoir économique.



attac

La cruauté de la phrase de Powell réside dans son inexactitude et sa fausseté absolue. Jamais - et encore moins pendant la guerre froide- les nord-américains regardèrent ailleurs. C'est pour cela qu'ils sont complices et co-responsables du désastre subi par la partie saine, honnête du peuple argentin. Se souviendra t-il Colin Powell que le coup d'état de mars 1976 fut salué par les Etats-Unis et le FMI quelques heures après avoir été mené. Regardèrent-ils ailleurs? Alors que les militaires venaient de s'installer à la Casa Rosada, le FMI offrait un crédit stand by de 350 millions de dollars. Henry Kissinger, peu après, autorise et réclame l'élimination -en marge des droits de l'homme, sans parler de la légalité de l'Etat ni de la démocratie- de tous les « éléments » liés à la « subversion ». Regardait-il ailleurs alors ?

La dette externe argentine arrive avec les pouvoirs militaro-financiers à 45 000 millions de dollars. Les organismes financiers ne savaient-ils pas alors à qui ils donnaient cet argent? Ne se rendaient-ils pas avec cet appui économique complice d'un génocide, auquel ils prétendaient s'opposer du point de vue des droits de l'homme. Le capitalisme international a financé le massacre de plus de 30 000 argentins pour produire une dette de 45 000 millions, qui

aujourd'hui nous esclavagise, et que personne ose tout simplement ne pas payer. Au moins, au nom des droits de l'homme, ne pas payer la partie de la dette contractée par la dictature : cela serait une logique irréfutable. Cette dette s'est cristallisée dans le système économique que nous subissons depuis lors à travers les mesures imposées par le FMI.

Nous avons reculé : en décembre l'Argentine était le symbole des échecs des recettes du FMI et un étendard pour le mouvement anti-mondialisation. Aujourd'hui avec le discours hégémonique des libéraux locaux et du FMI, l'Argentine est un pays irresponsable, corrompu, coupable dans sa totalité, qui devra souffrir pour avoir mal utilisé l'argent généreux des banquiers du monde, tous bons et innocents, puisqu'ils ne savaient rien.

Entre temps, une fois regonflé, le FMI -comme a dit le philosophe grec Cornelius Castoriadis- continue à clouer « des clous additionnels au cercueil des pays pauvres »

Contact pour cet article. Carlos Debiasi, traducteur de l'article [CarlosDebiasi@wanadoo.fr](mailto:CarlosDebiasi@wanadoo.fr)

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 9

DANMARK: Blagarden - Aalborg

BELGIE BELGIQUE: Bruxelles

ESPANA : Barcelona – Madrid

FINLAND: Jarvenpaa

FRANCE: Salon de Provence – Foix – Angers – IEP Bordeaux – Poitiers – Juvisy – Saint Die – Nanterre – Sophia Antipolis - Antibes

SVERIGE : Alingsas – Soderton – Stockholm - Uppsala

-- Vendredi 12

AUSTRIA : Linz – Hollabrunn

ESPANA : Malaga

FRANCE: Bordeaux – Laval

NORGE : Oslo

-- Samedi 13

FRANCE: Paris 11 – Epinal - Paris

NORGE : Oslo

SVERIGE : Stockholm

-- Dimanche 14

FRANCE: Tours – Chinon – Paris 11

NORGE : Oslo

-- Lundi 15



attac

BELGIQUE BELGIE: Bruxelles  
BRITAIN: London  
ESPANA: Madrid  
FRANCE: Chateaubriant – Le Thor – Beziers – Aix – Chatelleraut – Rochefort – Paris  
SVERIGE : Stockholm

-- Mardi 16  
AUSTRIA : Wien  
DANMARK: Valby – Hillerod  
ESPANA: Madrid  
FRANCE: Saint Nazaire – Metz – Paris 11 – Avignon – Pernes les Fontaines – Montpellier – Aix – Paris  
NORGE : Oslo  
SVERIGE : Norrkoping - Uppsala

(\*) [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.